



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suivi du Sommet mondial pour le développement

social et de la vingt-quatrième session

extraordinaire de l'Assemblée générale : thème

prioritaire : promouvoir l'autonomisation

dans les domaines de l'élimination de la pauvreté,

de l'intégration sociale, du plein emploi

et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par Verein zur Förderung der Völkerverständigung, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Si, en 2050, quelque 10 milliards de personnes aspirent à jouir du niveau de prospérité des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, il faudra que d'ici là l'économie croisse d'un facteur 15. D'où un dilemme : la croissance n'est pas toujours durable, mais la « décroissance » n'est pas non plus, semble-t-il, un état d'équilibre. Pour en sortir, il faudrait tout d'abord renoncer à la vision mécaniste de l'économie qui prévaut actuellement et bâtir un système économique centré sur l'humain. La responsabilité sociale des entreprises et la durabilité à l'échelle mondiale en sont des illustrations. En deuxième lieu, nous avons besoin de nouveaux modèles d'affaires qui s'intéressent moins à leurs compétences clefs et plus à ce qu'elles peuvent faire dans l'immédiat pour répondre aux besoins essentiels des gens. Face aux problèmes qui s'annoncent à l'échelle mondiale, le cœur de métier et les économies d'échelle compteront moins que les économies de gamme réalisées à travers de nombreux domaines d'activité. En troisième lieu, parmi les propositions d'action conventionnelles, il faut citer le « découplage » et la « dématérialisation » : il faut que la poursuite de la croissance aille de pair avec un déclin de la quantité de matière travaillée. Cette approche est prometteuse, car les économies de marché modernes savent améliorer l'efficacité. En faisant évoluer nos méthodes et nos stratégies d'affaires pour en adopter d'autres, plus respectueuses de la nature, c'est tout un nouveau secteur industriel qui pourra se développer. Toute une série d'« emplois verts » très variés se créeront et contribueront au développement durable, à la croissance économique et même à l'élimination de la pauvreté. On pourrait utiliser la responsabilité sociale des entreprises pour stimuler les modes de production durables et favoriser la création de partenariats public-privé solides, qui n'ont pas encore été assez mis à profit. Les approches pertinentes sont les suivantes : il faut d'abord savoir dans quelle mesure les activités du secteur privé pourraient être ajustées aux priorités du développement national et international, et ensuite, comment les États pourraient contribuer à la conduite des affaires.
